



ΤΟ ΣΠΙΤΙ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ «BYRON»
Μέλος της Διεθνούς Ομοσπονδίας των Σπιτιών της Ευρώπης
LA MAISON DE L'EUROPE «BYRON»
Membre de la Fédération Internationale des Maisons de l'Europe
EUROPE HOUSE «BYRON»
Member of the International Federation of Europe Houses

Politique De Défense Grecque Et Dépenses Militaires De La Grèce

Monsieur le Président d'Eurocapitales,
Monsieur le Président du Mouvement Européen Finlande,
Mesdames et Messieurs,

Ma présentation porte sur le contexte général d'augmentation des dépenses militaires en Europe, avec un focus particulier sur la Grèce, où l'on observe une hausse encore plus marquée de ces dépenses, pour des raisons que nous aborderons ci-dessous.

L'Union européenne traverse actuellement une période historique d'armement rapide dans le domaine de la défense.

Pour résumer quelques statistiques, ses dépenses de défense sont désormais estimées à 2,1 % de son Produit Intérieur Brut (PIB), enregistrant une augmentation spectaculaire par rapport aux 1,6 % de 2023, alors que les États membres répondent aux défis géopolitiques et aux exigences des alliés.

Comme vous le savez peut-être, les principaux piliers et stratégies de la politique de défense européenne peuvent être classés en plusieurs points clés :

- **Explosion des dépenses** : selon des informations journalistiques, sept citoyens de l'Union européenne sur dix soutiennent désormais l'allocation de ressources significatives à la défense commune.
- **Répartition des équipements** : 40 % des nouveaux investissements sont dirigés vers l'acquisition d'équipements technologiquement avancés.

Position de la Grèce

La Grèce reste fermement à la **2^e place** dans l'Union européenne en termes de ratio des dépenses de défense par rapport au PIB, avec une allocation annuelle d'environ **7,2 milliards d'euros**.

Les initiatives stratégiques de l'Union européenne, telles que relevées par divers chercheurs, sont les suivantes :

- La **Stratégie industrielle de défense européenne (EDIS)** vise à réduire la dépendance aux importations et à renforcer la production européenne d'équipements militaires.
- Le **Fonds européen de défense (FED)** finance la recherche et le développement de technologies de défense, dans le but d'assurer l'interopérabilité entre les armées nationales.
- La **coopération avec l'OTAN** se traduit par l'alignement des armements européens sur les objectifs de l'Alliance atlantique, afin de créer des forces de dissuasion unifiées plus solides.

Fardeau budgétaire

On observe que le coût du financement des armements exerce une pression sur les économies des États membres, devant être équilibré avec la croissance économique et la cohésion sociale.

Ainsi, une autonomie vis-à-vis des alliances s'installe, avec la création d'un dialogue permanent sur l'indépendance de l'Europe par rapport à ses alliés, entre pressions pour augmenter les budgets nationaux et réactions face aux marges budgétaires.

Ce sont, en général, les cadres dans lesquels s'inscrivent la politique de défense européenne et la politique des dépenses militaires au sein de l'Union européenne.

Le secteur de la défense en Grèce : un cas unique

La Grèce augmente ses dépenses militaires principalement pour faire face aux défis géopolitiques de longue date et aux tensions avec la Turquie voisine en Méditerranée orientale.

La nécessité de dépenses militaires élevées reste une question dominante de la stratégie nationale grecque.

Le maintien d'un niveau élevé d'équipements de défense est considéré comme essentiel par la direction politique pour :

- Dissuader les menaces extérieures,
- Défendre les droits souverains,
- Respecter les obligations internationales du pays.

Points clés de cette stratégie :

- La Grèce est située dans une région sensible (Méditerranée orientale) et, en raison de sa position géopolitique, fait face à des défis de sécurité depuis longtemps.
- Conformément aux exigences de l'OTAN, le pays consacre **plus de 2 % de son PIB à la défense** depuis des années, dépassant même l'objectif de l'OTAN, avec des discussions sur l'adoption de pourcentages encore plus élevés.
- Les programmes de modernisation des Forces armées prévoient des mises à niveau à long terme de leurs capacités de combat (ex. : avions Rafale, frégates FDI), nécessitant un financement stable.

Impact économique

Le coût élevé des dépenses de défense exerce une pression significative sur le budget de l'État, limitant les ressources disponibles pour d'autres secteurs tels que la santé, l'éducation et la protection sociale.

Analyse stratégique

La raison dominante est la confrontation de la Grèce avec son pays voisin et membre de l'OTAN, la Turquie.

- La **menace théorique turque** et l'instabilité géopolitique, caractérisées par des tensions de longue date et un défi fort aux droits souverains en mer Égée et à Chypre, nécessitent un renforcement continu du pouvoir de dissuasion du pays.
- Cette menace, telle que perçue en Grèce, se manifeste par des attaques verbales répétées de la part d'institutions turques officielles, des violations de l'espace aérien par des avions, et des intrusions dans les eaux territoriales grecques par des navires turcs, sans pour autant engager de confrontations directes, mais à un niveau intimidant.
- Selon les estimations de sources diplomatiques spécialisées, le risque d'une attaque militaire directe à grande échelle de la Turquie est actuellement considéré comme **extrêmement faible**.
- Une telle attaque serait en effet assimilée à une agression d'un pays tiers contre l'ensemble de l'Union européenne, ce qui est en principe impensable.

Dialogue et apaisement

Ces dernières années, l'approche politique et diplomatique gréco-turque a considérablement réduit les tensions, bien que certains problèmes clés (comme la délimitation de la zone maritime, le plateau continental, etc.) restent non résolus, maintenant un état de vigilance.

Aujourd'hui, le climat est marqué par :

- **Le dialogue,**
- **Des eaux calmes.**

La période caractérisée par des provocations quotidiennes et une rhétorique intense a cédé la place à une phase de communication et à la signature d'accords d'amitié et de coopération entre les deux pays. Les divergences en mer Égée concernent principalement :

- Le plateau continental,
- Les eaux territoriales,
- La démilitarisation des îles.

Ces questions restent sur la table des discussions, mais doivent être traitées par la diplomatie et non par la menace militaire.

Maintien d'une force de dissuasion

Pour établir une force de dissuasion de base face à toute éventualité, les Forces armées grecques maintiennent un **niveau élevé de préparation** et sont constamment équipées (via des programmes comme les frégates Belharra et les avions Rafale), rendant le coût d'une éventuelle invasion prohibitif. En outre, la Grèce a renforcé ses partenariats de défense (ex. : avec la France et les États-Unis), tout en participant activement aux programmes européens de défense, ce qui constitue un facteur de dissuasion supplémentaire.

Bien que les relations gréco-turques restent complexes et incertaines, et que des violations de l'espace aérien ou des tensions verbales puissent occasionnellement resurgir, le cadre général pour 2026 est orienté vers la gestion des différences par des moyens pacifiques.

La politique de défense accrue de la Grèce

Le programme d'armement « **Bouclier d'Achille** » est un programme ambitieux s'étalant sur **12 ans**. Il inclut :

- L'achat de systèmes d'armes avancés, comme les chasseurs de **5^e génération F-35**,
- La création d'un **dôme anti-aérien et anti-missile à plusieurs niveaux**.

Le programme « Bouclier d'Achille » est le nouveau système de défense aérienne ultra-moderne et multicouche de la Grèce, d'une valeur d'environ **3 milliards d'euros**. Il est conçu en collaboration avec Israël pour se protéger contre :

- Les drones,
- Les missiles,
- Les menaces balistiques.

Il fait partie d'un plan de modernisation global de **28 milliards d'euros** et combine des systèmes israéliens et occidentaux.

Les systèmes d'armes qu'il comprend sont :

- **Spyder** (système israélien de défense aérienne à courte/moyenne portée),
- **Barak MX** (système multicouche pour missiles, avions et drones),
- **Fronde de David** (système à moyenne/longue portée pour missiles balistiques),
- **Patriot** (systèmes américains à longue portée),
- **Radar MMR/ELM-2084** (détection et suivi de cibles, similaire à ceux utilisés en Israël).

Le Bouclier inclut également :

- Des systèmes de guerre électronique avancés contre les drones,
- Des systèmes de liaison de données pour l'échange d'images tactiques entre unités en temps réel.

Ainsi, les objectifs fixés par l'OTAN et l'Union européenne sont **pleinement atteints**.

La Grèce maintient donc de manière constante l'un des **ratios les plus élevés de dépenses de défense par rapport au PIB** au sein de l'Alliance atlantique, visant à dépasser largement l'objectif des 2 %.

Les investissements concernent également :

- La cybersécurité,
- La création d'infrastructures modernes.

Après la grande crise économique, la Grèce comble les lacunes en équipement des années précédentes, tout en dirigeant une partie du budget vers le renforcement de l'industrie et de la technologie de défense nationales.

Pour l'année 2026, les dépenses de défense sont prévues pour atteindre environ **7 milliards d'euros ou plus**, intégrant des crédits accrus pour :

- Les besoins en équipement,
- Les salaires du personnel.

Un **plan quinquennal d'armement** est en cours, le programme le plus long terme pour l'équipement de défense, couvrant de grands achats convenus les années précédentes (ex. : frégates FDI, avions Rafale, F-35), garantissant ainsi un flux élevé de dépenses.

Selon les données historiques et récentes du **SIPRI** (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm), la Grèce figure systématiquement parmi les États membres de l'OTAN ayant les dépenses de défense les plus élevées en pourcentage de son PIB.

Les dépenses de défense sont un indicateur critique à la fois de la **priorité stratégique** d'un État et de sa **politique fiscale**.

Données comparatives sur les dépenses de défense grecques

En 2024, la Grèce a consacré **3,1 % de son PIB** aux dépenses militaires.

D'autres pays ayant dépensé davantage :

- Pologne : **4,2 %**,
 - Estonie : **3,4 %**,
 - Lettonie : **3,3 %**,
 - Lituanie : **3,1 %**,
- alors que la moyenne européenne est de **1,9 %**.

La Grèce se classe **4^e dans l'Union européenne** en termes de dépenses de défense en pourcentage du PIB.

En valeurs absolues, la Grèce dépense environ **8 milliards de dollars par an**.

Les dépenses les plus élevées sont enregistrées en :

- Allemagne (**88,5 milliards de dollars**),
 - France (**64,7 milliards de dollars**),
- mais il s'agit de pays bien plus grands.

La Grèce figure également parmi les pays de l'Union européenne ayant les **pourcentages les plus élevés de dépenses militaires sur les dépenses publiques totales**. Plus précisément, **6,6 % des dépenses totales des administrations publiques** sont consacrées à la défense, un pourcentage qui la place **4^e dans l'UE**, derrière :

- La Pologne (**8,5 %**),
- La Lituanie (**7,9 %**),
- L'Estonie (**7,5 %**).

Comparée à ses pays voisins, la Grèce consacre **presque deux fois plus de son PIB à la défense** que l’Albanie et la Macédoine du Nord.

La différence avec la Turquie est également impressionnante : la Grèce consacre **1,6 fois plus de son PIB** aux dépenses militaires.

Cependant, en valeurs absolues, la Turquie reste le pays dominant de la région, avec des dépenses de défense totales de **25 milliards de dollars** (contre 19,6 milliards en 2023) — soit plus de trois fois celles de la Grèce.

- La Bulgarie dépense **2,3 milliards de dollars**,
- L’Albanie environ **535 millions de dollars**,
- La Macédoine du Nord seulement **354 millions de dollars**.

En 2023, sur le total des dépenses de défense de la Grèce :

- **3,2 milliards d’euros** ont été alloués aux salaires du personnel (environ 150 000 personnes),
- **1 milliard d’euros** a été dirigé vers les investissements (achat d’équipements militaires, construction de nouveaux bâtiments et installations à usage militaire, acquisition de munitions, etc.).

En proportion du PIB, ces montants correspondent à :

- **1,4 % pour les salaires**,
- **0,5 % pour les investissements**.

À titre de comparaison, dans l’Union européenne, les pourcentages correspondants étaient de **0,6 % et 0,4 % du PIB**.

Une partie plus réduite du budget a été allouée à la consommation intermédiaire, c’est-à-dire à l’achat de biens et services, qui ne sont pas considérés comme des investissements fixes ou de la formation de capital.

Le budget des dépenses de défense entre dans une **nouvelle ère de croissance**, en pourcentage du PIB, imposée par les nouvelles directives de l’OTAN et facilitée par les changements des règles fiscales européennes.

Cependant, la Grèce, qui maintenait déjà des dépenses de défense à un niveau élevé, devrait les augmenter de **0,3 % du PIB en 2026**, tandis que dans d’autres pays européens, les hausses pourraient être plus importantes.

Le ministre grec de l’Économie nationale et des Finances a récemment soumis une demande au Conseil européen et à la Commission européenne pour activer la **clause de sauvegarde nationale**, prévue par les règles fiscales européennes.

L’objectif est d’exclure l’augmentation des dépenses de défense des objectifs budgétaires, conformément à la décision prise lors du Conseil européen du **6 mars 2025**.

Les dépenses de défense en Grèce, en termes fiscaux, devraient passer de :

- **2,2 % du PIB en 2024**,
 - **2,3 % en 2025**,
 - **2,5 % en 2026**,
- à la suite de la mise en œuvre du nouveau **Programme à long terme pour l’équipement de défense**, récemment approuvé par le gouvernement grec.
- Ce programme couvre la période **2025-2036** et devrait conduire à des niveaux élevés de dépenses de défense après 2026.

Conformément aux dispositions relatives à l'activation de la clause de sauvegarde nationale, les règles fiscales continueront de fonctionner normalement.

Pour 2026, une augmentation des dépenses d'armement d'environ **0,5 milliard d'euros** en valeur absolue a été prévue, laquelle devrait être exclue des objectifs budgétaires, conformément aux dispositions de la clause de sauvegarde nationale.

Conclusion

L'augmentation des dépenses militaires, tant au niveau de l'Union européenne qu'en Grèce, pour les raisons spécifiques que nous avons mentionnées, **réduit le progrès social des populations en général**, un fait qui n'est approuvé par personne.

Cependant, elle est présentée comme une **conséquence nécessaire des situations dangereuses contemporaines** de déséquilibres sur la planète, et en particulier dans les régions proches de l'Union européenne.

Cette situation d'armement militaire accru peut être imposée de facto aujourd'hui, mais il est le vœu de nous tous que cette situation s'apaise et que les budgets nationaux des États soient orientés vers des objectifs de **progrès social et de bien commun**.

Je vous remercie.

Helsinki, le 18 juin 2026

STAVROS VARDALAS

Président

EUROPE HOUSE BYRON ATHENS

Administration

Rue Prousis 20, Byron, (16232)

Tél. 0030-210-7660509

Tél. 0030-210-3644704

Adresse électronique eurobyron@yahoo.com svard@acci.gr